



RESOLUTION DE LA PLATEFORME FORETS - COMMUNAUTE EUROPEENNE CONCERNANT LE CAMEROUN

Nous, organisations de la société civile camerounaise rassemblées au sein de la Plateforme Forêts – Communauté européenne, réunies en atelier du 6 au 8 décembre 2004 à Yaoundé,

Rappelant les efforts d'organisation entrepris à travers la Fédération des Organisations de la Société Civile Camerounaise (FOSCAM) et les groupes de travail thématiques, de même que dans le cadre des « Jeudis de Cotonou » auxquels nous adhérons,

Soucieuses d'entretenir une coopération constructive avec la Communauté européenne et l'Etat du Cameroun,

Conscientes de l'importance de la forêt dans la survie des peuples qu'elle abrite, et dans la stratégie de développement du Cameroun,

Considérant l'importance des programmes et projets de la coopération européenne dans les efforts de développement du Cameroun,

Appelons la Communauté européenne et l'Etat du Cameroun à tenir compte, dans le souci du renforcement de l'efficacité de leur coopération, des préoccupations suivantes :

1. **L'amélioration de la consultation et de l'implication des organisations de la société civile** dans les phases de formulation, mise en œuvre et évaluation des projets et programmes de la communauté européenne ayant une incidence sur la gestion des forêts au Cameroun (4^{ème} phase ECOFAC, PSFE, Partenariat pour le Bassin du Congo, etc.), y compris la revue à mi-parcours du document stratégie pays et l'évaluation du programme indicatif national ;
2. **L'amélioration de la transparence dans la gestion des projets financés par la Communauté européenne au Cameroun**, à toutes les étapes des actions de coopération (programmation, identification, instruction, financement, mise en œuvre et évaluation des projets). Il s'agira notamment de prévoir des mécanismes de diffusion de toutes les informations relatives aux différents projets;
3. **Le renforcement du dialogue** entre la Délégation de la Commission européenne à Yaoundé et la société civile camerounaise;
4. **L'appui de la Délégation de la Commission européenne au Cameroun aux organisations de la société civile**, et au renforcement de leurs capacités, suivant les priorités identifiées par les groupes considérés (règles de l'Union européenne, etc.)

Yaoundé, le 08 décembre 2004

1. Pour le **CERUT**, Bilde Ntube
2. Pour le **Club CAN**, Osée Chupanje
3. Pour **Light Africa International**, Martin Patrice Moune
4. Pour **CAVEN**, Martin Yetna

5. Pour **CADEF**, Eric Major Tougueu
6. Pour **ADEID**, Stephan Rostock
7. Pour **OAPIDE**, Honoré Nzol Bissack
8. Pour **SERDEV**, Dr Sosthène Ahanda
9. Pour **CARFAD**, Miranda Wattaht Ngwengi
10. Pour **COPANEDE/SERCAADE**, Patrice Kosso Boua
11. Pour **PROSENAT**, Jacques Unkap
12. Pour **AEJ Sahel**, Jean Jacques Mem
13. Pour **Global Village Cameroun**, Halleson Durrel Nzene
14. Pour **AJEPE**, Benjamin Bayoi
15. Pour **OCDE**, Luc Sintat Mpouma
16. Pour **FOCARFE**, Marie Louise Tshongo
17. Pour **CRADIF**, Raoul Modeste Mbida
18. Pour **PAPEL-Cameroun**, Henri Mevah
19. Pour **GICAEDER**, Mbah Manga
20. Pour **CUVIPREN**, Emmanuel Mbenda
21. Pour **FDD**, Meleta Quinta
22. Pour **COSADER**, Christine Andela
23. Pour **CREDO**, Dr. Ruben Balock
24. Pour **FERN**, Iola Leal Riesco
25. Pour **TELAPAK**, Mardi Minangsari
26. Pour **CED**, Emmanuel Kam Yogo